

**Contribution écrite aux consultations
consultations prébudgétaires
en vue du budget de 2019**



Par : Efficacité Canada

**Brendan Haley, Ph. D.
Directeur des politiques**

**Corey Diamond,
Directeur général**

Le 3 août 2018

Liste des recommandations

- **Recommandation** : Que le gouvernement accorde la priorité à la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique du Cadre pancanadien dans le budget de 2019.

La croissance économique et les avantages concurrentiels de l'efficacité énergétique

Sommaire

Cette contribution démontre comment l'augmentation de l'efficacité énergétique stimule la croissance économique et accroît la compétitivité économique dans divers secteurs. Nous discuterons des résultats d'une étude de modélisation macroéconomique récente qui a évalué **les retombées de l'adoption des mesures d'efficacité énergétique du Cadre pancanadien sur les emplois et sur le PIB.**¹ Nous mentionnerons également une étude récente sur **le potentiel d'efficacité énergétique au Canada** réalisée par l'Agence internationale de l'énergie.²

L'étude d'Efficacité Canada sur les « **retombées économiques** » a démontré que l'adoption des mesures d'efficacité énergétique du Cadre pancanadien ajouterait 118 000 emplois (moyenne annuelle à plein temps) et augmenterait le PIB de 1 % de plus que la prévision de référence d'ici 2030. Chaque 1 \$ dépensé sur les programmes d'efficacité énergétique produit 7 \$ de PIB.

**Chaque 1 \$
dépensé sur les
programmes
d'efficacité
énergétique
produit 7 \$ de PIB**

L'« **étude sur le potentiel d'efficacité énergétique** » a démontré que l'énergie que nous économisons pourrait représenter plus de 40 % des besoins énergétiques canadiens d'ici 2050. Elle accroît également la compétitivité du secteur pétrolier et gazier canadien - ce qui se traduit par une augmentation dans la balance commerciale nette des combustibles fossiles du pays car moins d'intrants énergétiques sont utilisés pour produire le même rendement.

Les retombées économiques d'une efficacité énergétique accrue au Canada

Efficacité Canada a collaboré avec Clean Energy Canada pour charger Dunsky Energy Consulting et le Centre for Spatial Economics de modéliser les retombées économiques de l'adoption des initiatives pour accroître l'efficacité énergétique du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques.

La modélisation prend en considération les conséquences « nettes » des changements de la politique en matière d'efficacité énergétique. Cela signifie que l'étude a pris en considération à la fois les avantages d'une économie d'énergie et les coûts encourus par les gouvernements, les ménages et les entreprises pour adopter les mesures d'efficacité, ainsi que les retombées d'une utilisation réduite des combustibles sur les secteurs économiques (comme les ventes d'énergie réduites pour les services publics).

¹ https://www.energycanada.org/wp-content/uploads/2018/05/Report_LessIsMore_EconomicImpactStudy-2018-05-01.pdf

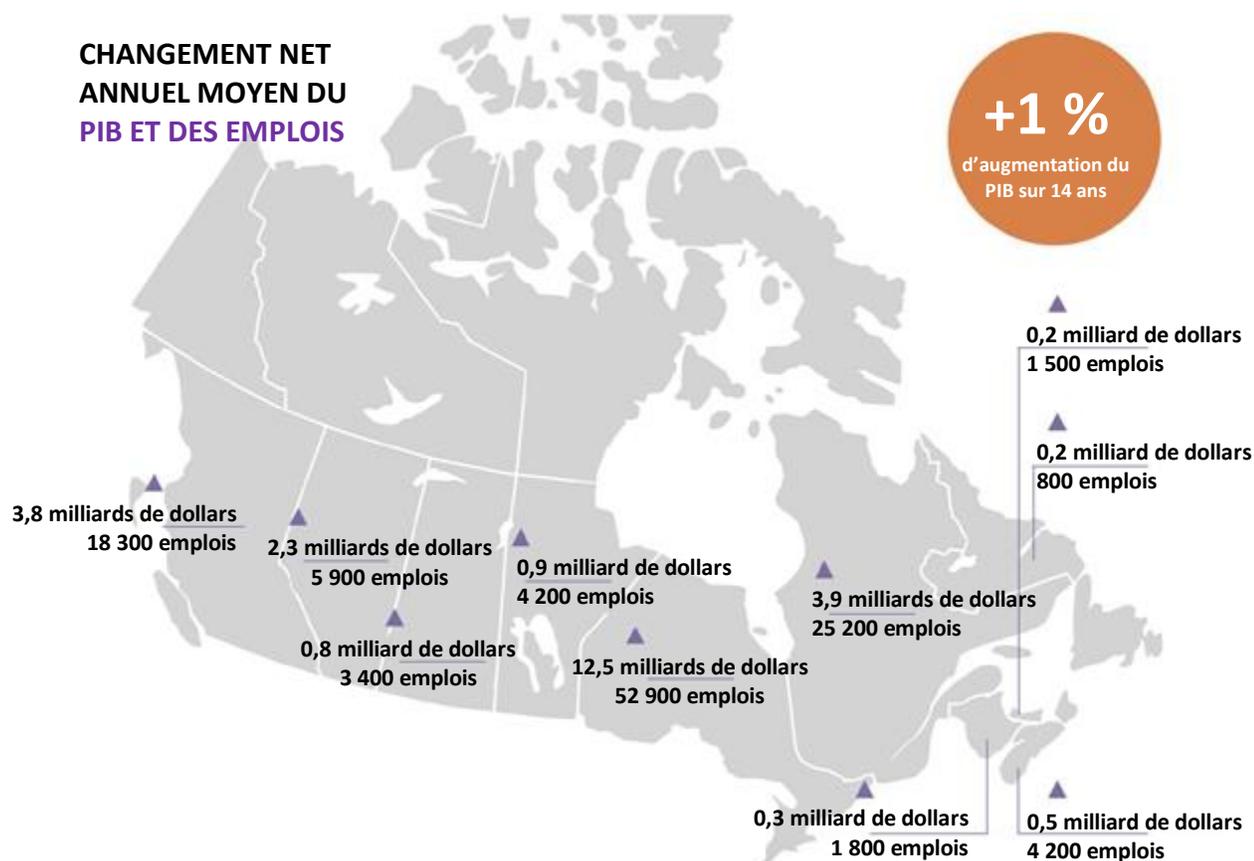
² <https://webstore.iea.org/insights-series-2018-energy-efficiency-potential-in-canada>

Les retombées économiques positives nettes surviennent suite à une demande accrue - pour des biens et services efficaces - par exemple l'embauche d'entrepreneurs en rénovation. Une grande partie des retombées économiques est due aux ménages et entreprises qui économisent sur les factures d'énergie. Selon le Cadre pancanadien, les consommateurs canadiens économiseraient 1,4 milliard de dollars sur les factures d'énergie par an, en moyenne (114 \$ par an et par ménage). Ces économies accroissent les retombées économiques lorsqu'elles sont dépensées de nouveau dans l'économie interne. Les entreprises canadiennes économiseraient, en moyenne, 3,2 milliards de dollars par an. Ces économies peuvent être réinvesties de façon à améliorer la productivité et la compétitivité.

Globalement, le modèle a démontré que les mesures d'économie d'énergie du Cadre pancanadien ajouteraient 118 000 emplois (moyenne annuelle à plein temps) à l'économie canadienne et augmenteraient le PIB de 1 % de plus que la prévision de référence entre 2017 et 2030. Chaque 1 \$ dépensé sur l'efficacité énergétique produit 7 \$ de PIB.

De plus, ces retombées positives sont distribuées dans l'ensemble du pays. La carte annotée ci-dessous illustre les retombées des emplois et du PIB par province.

Figure 1 : Retombées économiques de l'efficacité énergétique du Cadre pancanadien par province



Source : Clean Energy Canada et Efficacité Canada, [Less is More](#)

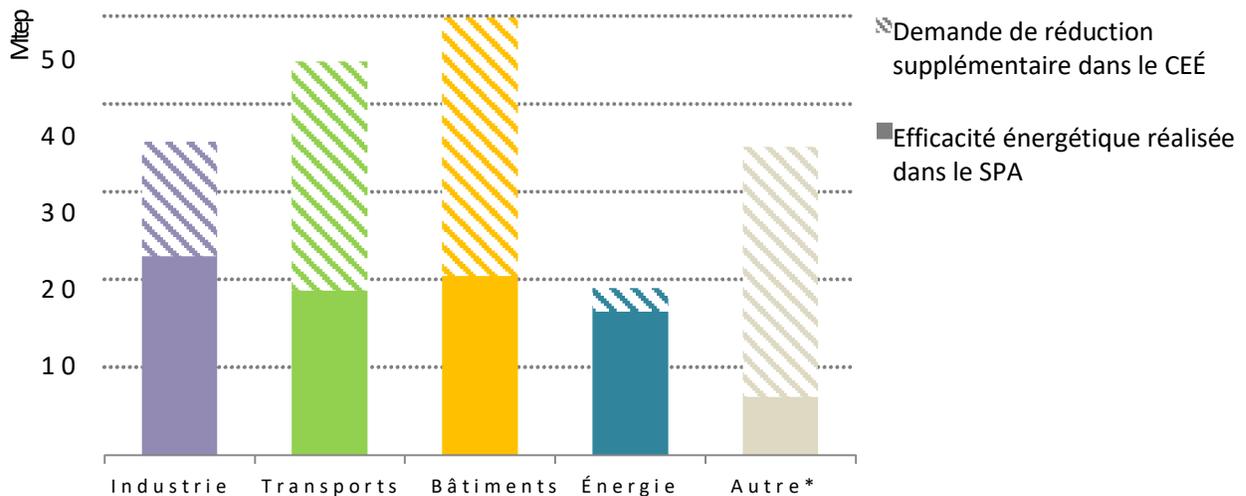
Le potentiel d'efficacité énergétique au Canada

Les opportunités de produire des retombées économiques positives sont nombreuses parce qu'il existe un grand potentiel de réduction du gaspillage énergétique. L'étude sur les retombées économiques a également modélisé des économies supérieures au scénario du Cadre pancanadien qui pourraient se réaliser si toutes les provinces appliquent le maximum d'efforts en matière d'efficacité pour chaque type de combustible. Par exemple, les programmes d'électricité s'intensifieront pour économiser 2,5 % des ventes par an, un niveau qui est présentement atteint au Massachusetts et à Rhode Island. Les économies de gaz naturel s'intensifieront jusqu'à 1,75 % de ventes par an.

Ces économies plus agressives avaient un coût plus élevé mais produisaient aussi de plus importantes retombées économiques nettes. Le nombre annuel moyen d'emplois est passé de 118 000 à 174 000, et l'augmentation annuelle moyenne nette du PIB est passée de 25,4 milliards de dollars à 42,5 milliards de dollars.

Le potentiel d'amélioration agressive de l'efficacité énergétique au Canada a récemment été démontré dans l'étude nationale. Le potentiel d'efficacité énergétique au Canada de l'Agence internationale de l'énergie. Cette étude a évalué le montant des économies énergétiques disponibles dans un « scénario d'efficacité énergétique » dépassant un « Scénario des politiques actuelles ». Comme indiqué sur le graphique suivant, l'étude a cerné des opportunités pour réduire la demande, dans tous les secteurs, au-delà de ce qui est prévu d'arriver dans le cadre des politiques déjà mises en œuvre.

Figure 2 : Demande d'énergie évitée grâce aux mesures d'efficacité énergétique du Scénario des politiques actuelles et du Cas d'efficacité énergétique, 2050



* Alimentation d'énergie non électrique, et agriculture.

Remarques : CEÉ = Cas d'efficacité énergétique; SPA = Scénario des politiques actuelles. Pour le secteur énergétique, la réduction de la demande d'énergie primaire ne tient pas compte de la diminution de la demande d'électricité mais elle tient compte des améliorations à l'efficacité du réseau électrique. L'efficacité énergétique réalisée dans le cadre du Scénario des politiques actuelles ne tient pas compte des réductions de la demande énergétique résultant des changements structurels au sein d'un secteur.

Source : IEA 2018: Energy Efficiency Potential In Canada

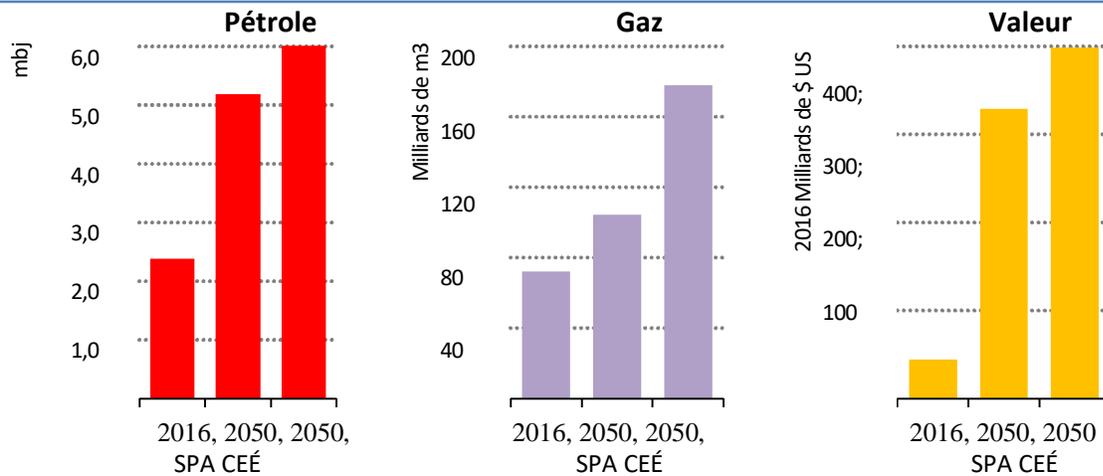
Compétitivité et une stratégie économique « sans regrets »

Les deux études comportent également d'importants enjeux pour la compétitivité de l'industrie canadienne. L'incidence majeure qui contribue aux résultats de l'étude sur les retombées économiques, à long terme, c'est l'usage réduit d'intrants énergétiques par l'industrie ce qui se traduit par une augmentation de la part du capital et de la main-d'œuvre pour produire les mêmes biens. Alors que les entreprises appliquent de nouvelles technologies écoénergétiques et engagent des travailleurs supplémentaires, l'économie canadienne récupère une plus-value de la production (c.-à-d. la « part de la valeur ajoutée » canadienne augmente). La compétitivité des entreprises canadiennes augmente car elles dépensent moins sur les intrants pour produire le même rendement. De plus, un montant plus important de la valeur issue de la production et de la vente de produits canadiens est récupéré par les travailleurs et les entreprises du Canada plutôt que par les producteurs d'énergie étrangers.

Les avantages de la productivité énergétique sont clairement démontrés pour le secteur de l'industrie pétrolière et gazière du Canada dans l'étude sur le potentiel d'efficacité. Les scénarios envisagés par l'AIE prévoient l'essor de la demande mondiale pour les combustibles fossiles. L'efficacité énergétique réduit significativement les demandes énergétiques qui accompagnent l'intensification de l'extraction pétrolière et gazière, et cela augmente la balance commerciale nette des combustibles fossiles du pays car moins d'intrants énergétiques sont requis. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, l'augmentation de la productivité énergétique se traduit par des volumes d'exportations plus importants et aussi par des exportations pétrolières et gazières de valeur plus élevée. Il en résulte des revenus commerciaux cumulatifs additionnels des combustibles fossiles de plus de 1 000 milliards de \$ US au cours de la période étudiée.³

³ Voir l'IEA 2018 : Energy Efficiency Potential In Canada, p. 37.

Figure 3 : Balance commerciale nette du pétrole et du gaz canadien en termes de volume et de valeur



Remarque : SPA = Scénarios des politiques actuelles; CEE = Cas d'efficacité énergétique.

Source : IEA 2018: Energy Efficiency Potential In Canada

De plus, l'efficacité est une politique « sans regrets », quel que soit le scénario de la demande en exportation. Les améliorations d'efficacité amélioreront la compétitivité si la demande internationale pour les ressources canadiennes augmente comme prévu par le « Scénario des politiques actuelles » de l'AIE. Dans le cas d'une réduction de la demande internationale, la productivité énergétique améliorée permettra également aux entreprises canadiennes de conserver la part des exportations, et les initiatives d'efficacité énergétique peuvent être une source de création d'emplois directe en cas d'augmentation du chômage.

L'efficacité énergétique rendra le Canada plus résilient dans un contexte économique international instable

Ceci n'est qu'un exemple de la façon dont l'accroissement de la productivité énergétique peut accroître la compétitivité des exportations canadiennes. Les autres industries et les petites entreprises peuvent réduire leurs coûts grâce à l'efficacité énergétique, ce qui rendrait leurs produits plus concurrentiels à l'international et pourrait aider à surmonter les crises économiques. L'efficacité énergétique des ménages produira des économies qui augmenteront la demande économique interne.

Priorités stratégiques

Notre recommandation politique de haut niveau est que le budget de 2019 accorde la priorité à l'adoption des mesures d'efficacité énergétique du Cadre pancanadien. C'est un premier pas vers la réalisation du potentiel d'efficacité énergétique au Canada, cela produira d'importants avantages économiques et améliorera la position concurrentielle du Canada sur le long terme.

Le Cadre pancanadien comprend les mesures d'efficacité énergétique suivantes :

1) Rendre les nouveaux bâtiments plus écoénergétiques

Les provinces et les territoires adoptent le modèle d'un code de bâtiment prêt à consommation énergétique nette zéro d'ici 2030.

2) Moderniser les bâtiments existants

Un modèle de code de bâtiment pour les bâtiments existants d'ici 2022, l'étiquetage de la consommation d'énergie pour les bâtiments d'ici 2019, et l'élargissement des efforts de modernisation des bâtiments.

3) Améliorer l'efficacité énergétique des électroménagers et de l'équipement

Nouvelles normes pour l'équipement de chauffage et autres technologies clés.

4) Soutenir les collectivités autochtones

Normes d'efficacité améliorées et incorporation de l'efficacité dans les rénovations des bâtiments.

5) Amélioration de l'efficacité énergétique industrielle

Soutien de l'adoption des systèmes de gestion de l'énergie. Le rapport récent *Conseil Génération Énergie* vise à avoir 75 % de l'utilisation énergétique couverte par des systèmes de gestion de l'énergie d'ici 2030.

Un soutien plus important est requis pour adopter ces priorités en matière de politique. Dans certains cas, tels que l'étiquetage des bâtiments, l'adoption lente se traduirait pas un retard dans l'atteinte des objectifs.

Efficacité Canada procède actuellement à la convocation des représentants et des spécialistes du secteur de l'efficacité énergétique pour préciser les priorités fondamentales pour ce budget. Nous prévoyons que ce processus présentera un ensemble plus détaillé de recommandations en matière de politique d'ici septembre.

À propos d'Efficacité Canada

Efficacité Canada est un nouvel organisme, lancé en mai 2018, qui fait office de porte-parole national pour une économie écoénergétique. Efficacité Canada est une unité opérationnelle du Carleton University Sustainable Energy Research Centre. Nous envisageons un avenir dans lequel l'efficacité énergétique est largement reconnue et considérée comme étant le « principal combustible », connaît une croissance d'au moins 2 % par an, et soutient la croissance de l'emploi dans tous les secteurs et dans toutes les provinces.